



L'US Postal au bord du gouffre : quelles réformes envisager ?

Publié le 19/09/2011

L'US Postal Service, autrement dit la Poste américaine, n'est plus en mesure d'honorer ce mois-ci une échéance financière de 5,5 Mds\$. Alors que Patrick R. Donahoe, le PDG du service postal national, juge la situation « extrêmement grave », n'est-il pas temps de réfléchir à des réformes radicales telles qu'une dérégulation ou une privatisation du service ?

Par Tad DeHaven (*) depuis Tallahassee, Floride, États-Unis
Article publié en collaboration avec le [Cato Institute](#)



[Courier, Express, and Postal Observer](#), le blog d'Alan Robinson, l'expert en services postaux, est toujours une lecture intéressante, mais ses deux dernières publications valent particulièrement la peine d'être lues.

Les **problèmes financiers d'USPS** (United States Postal Service) ont commencé à attirer l'attention de penseurs éminents. Dans un **premier billet**, Alan Robinson s'est intéressé aux articles de **Felix Salmon**, **Gary Becker** et **Richard Posner** et en a conclu que bien qu'incomplètes, leurs analyses et observations méritaient néanmoins d'être considérées. Les trois articles partagent un thème en commun : un service postal gouvernemental géré par le Congrès et les régulateurs n'est plus viable. D'où la nécessité de réfléchir à des réformes telles une dérégulation et une privatisation du service.

Comme Alan Robinson l'observe au début, « toute mesure visant à réformer le service postal doit aller au-delà des obligations en matière de retraite ou d'une restructuration dans le but de réduire ses coûts ». Alan Robinson estime qu'un échec des politiciens à traiter des trois problèmes suivants forcerait le Congrès à devoir réexaminer le modèle d'USPS dans les années à venir.

1. Le profit doit devenir un but explicite pour l'entreprise et doit être le reflet d'une marge d'opération suffisante pour garantir que l'argent sera utilisé pour effectuer des investissements visant à améliorer le service, une fois que les difficultés financières seront résolues. Il n'y a pas d'excuses pour qu'USPS soit le seul réseau national de services postaux à souffrir de pertes majeures à la fois en zone Euro, en Amérique du Nord, en Océanie et en Australie.

2. Au service postal doit être accordé un soulagement significatif de la part du Congrès et de la Commission de supervision de la régulation postale. Étant donnés les obstacles réglementaires et législatifs qui ont figé le service dans un statu quo et empêcher la mise

en œuvre d'une qualité de service au prix de marché, ces règles et ces lois doivent être levées. En particulier, les restrictions tarifaires fondées sur les distances ainsi que les tarifs pratiqués pour les courriers commerciaux doivent être révisés de façon à calculer des prix fondés sur une logique de marché et non sur une logique de coûts.

3. Le changement qui amènera le service postal à agir en tant qu'entreprise privée, en vertu du droit des affaires, en matière d'emplois et de contrats, doit avoir lieu dans un délai raisonnable. Durant cette période, la privatisation du service postal comme un fournisseur de services d'utilité publique devra être sérieusement examinée.

Le **second billet** est lié au premier problème qu'Alan Robinson aborde : la demande de capitaux d'investissements pour améliorer et accroître la qualité de service et réduire les coûts d'opération. Selon Alan Robinson, le **plan proposé par USPS pour restructurer ses procédés et son réseau de transport** est une option de « second choix » car « les contraintes de coûts, les contraintes financières et les contraintes liées aux contrats de travail ne lui permettent pas de faire des propositions qui pourraient permettre de fournir un meilleur service, ou de réduire, à long terme, les coûts d'opération. »

L'analyse d'Alan Robinson concernant ces contraintes est très instructive, mais c'est sa conclusion qui est à souligner :

La contrainte de capital illustre que des investissements significatifs dans l'équipement pourraient réduire les coûts et faire augmenter les profits. La contrainte de capital illustre également que le maintien de l'actuel plan concernant le versement des retraites et le fait d'ajouter de la dette pour couvrir celles-ci ne sont d'aucune aide à USPS pour lui permettre de développer un réseau qui optimiserait les coûts et qui valoriserait le ratio capital/travail. Enfin, cette contrainte indique que le service postal, débarrassé de cette obligation vis-à-vis des retraites, rendrait l'entreprise plus attractive aux capitaux des investisseurs privés qui pourraient être utilisés dans des améliorations du réseau que le service postal ne peut pas effectuer tant qu'il restera une entreprise gouvernementale.

(*) **Tad DeHaven** est analyste au Cato Institute, expert des questions budgétaires. Il est depuis 2010 conseiller économique auprès de Rick Scott, le gouverneur de la Floride.

L'article original intitulé « **Interesting Thoughts on Postal Reform** » a été publié sur Cato@Liberty le 16.09.2011, reproduit avec l'aimable autorisation du Cato Institute.

Traduction : Florian H. pour Contrepoints.

Like 2 people like this.

2

0

votez | 13

Lien raccourci: <http://www.contrepoints.org/?p=46906>



Posté par **Contrepoints** le 19/09/2011 Déposé dans **Actualités, Fonction publique**. Vous pouvez suivre les réponses à travers **RSS 2.0**. Vous pouvez laisser une réponse ou un **trackback** à ce message

18 Commentaires pour "L'US Postal au bord du gouffre : quelles réformes envisager ?"



1. **gnette lateigne**
19 septembre 2011 - 11 h 41 min

je voulais témoigner sur l'usps:c'est un service tres pratique,tres fiable moins cher que ses concurrents et honnete.j'importe regulierement des etats unis depuis 10 ans donc je peux temoigner.ses concurrents sont tous plus chers et bien plus malhonnetes.exemple fedex,moins cher a l'envoi mais se rattrape lourdement sur les frais de douane.les salaires de l'usps semblent bien trop élevés pour maintenir la rentabilité(44 dollars de l'heure,le salairemoyen).mais ça reste l'interlocuteur le plus accessible pour les particuliers ou les petites entreprises.le boom des ventes internet exige un opérateur postal du style usps.s'ils s'alignaient sur les prix de la concurrence cela serait la mort de beaucoup de commerces sur le net(les petits).

[Reply]



P Reply:
septembre 19th, 2011 at 13 h 06 min

Et bien si USPS a ces qualités, ça lui donne une bonne base pour rester dans la course et il n'y a pas de raisons de craindre une réforme un peu lourde. Un service qui est indirectement subventionné par un tarif de dumping n'est pas un bon service, il ne faut pas pleurer la mort des commerces qui ne vivent que grâce à cet artifice, il faut s'en réjouir ; mais de toute façon la réforme ce n'est pas forcément une hausse des tarifs (en Europe la Deutsche Post commerciale est moins chère que La Poste française administrative, par exemple)

[\[Reply\]](#)



ginette lateigne Reply:
septembre 19th, 2011 at 16 h 01 min

il suffirait sans doute de diminuer la masse salariale pour maintenir les memes tarifs et etre viable. ne pas sous estimer l'importance d'un service public de la poste sur toute l'economie. et ne vous y trompez pas: seules les entreprises d'etat ou affiliées pourraient payer plus. cela veut dire que c'est tout le vrai secteur privé qui serait touché (faut réfléchir un peu)

[\[Reply\]](#)



bubulle Reply:
septembre 19th, 2011 at 18 h 32 min

Il n'y a aucune raison économique justifiant de maintenir un service public postal. L'économie dans son ensemble (y compris internet) se portera beaucoup mieux lorsque les « prix » des services postaux concurrents remplaceront les « tarifs » fixés arbitrairement par les fonctionnaires, pour couvrir des missions qui n'ont rien à voir avec le transport du courrier (pe aménagement du territoire ou distribution quasi-gratuite de la presse en France).

[\[Reply\]](#)



ginette lateigne Reply:
septembre 19th, 2011 at 19 h 31 min

bubulle quand tu recevras un colis fedex avec 40 pour cent de taxes diverses (souvent illégales) tu changeras vite d'avis et tu regarderas la poste publique avec des yeux de biche



bubulle Reply:
septembre 20th, 2011 at 22 h 13 min

Des taxes, souvent illégales ? Ce que vous affirmez n'a pas de sens. Une entreprise propose un prix pour service, vous l'acceptez ou pas.

[Répondre](#)



2.

miniTAX
[21 septembre 2011 - 0 h 06 min](#)

C'est vrai que l'USPS est nettement moins cher que UPS (ne parlons même pas de Fedex qui est hors de prix) pour un service impeccable du moment qu'on n'exige pas des délais ultra-courts.

Mais ce n'est pas une excuse pour se trouver dans une situation financière aussi catastrophique. Si c'est moins cher grâce aux subventions publiques, c'est une injustice pour ceux qui l'utilisent moins souvent que les autres puisqu'il payent quand même l'USPS à travers leur impôt.

[\[Reply\]](#)

Répondre

3.

*ginette lateigne***21 septembre 2011 - 6 h 02 min**

quand vous recevez le paquet,si vous refusez de payer le racket,et bien le paquet repart et vous perdez au moins le prix du transport,cle ils le savent et ils jouent la dessus

[Reply]**Répondre**

4.

*ginette lateigne***21 septembre 2011 - 6 h 06 min**

@minitax,les services publics ont un role important dans l'economie.il peut etre intéressant financièrement de subventionner un service public pour developper l'economie privée dans des zones ou elle aurait été en difficulté.rien n'empêche de bien gérer un service public.un service public n'a pas spécialement vocation a etre deficitaire,meme s'il est adossé a l'état

[Reply]*miniTAX Reply:*

septembre 21st, 2011 at 7 h 44 min

« les services publics ont un role important dans l'economie. il peut etre intéressant financièrement de subventionner un service public pour developper l'economie privée dans des zones ou elle aurait été en difficulté »

Certes mais un service public peut très bien être rempli par une entreprise privée, c'est le cas presque partout, avec l'eau, les télécoms, les écoles, les hôpitaux, les assurances... et le financement de zones ou services déficitaires est pris en compte par la péréquation. D'ailleurs, la délégation de service public pour la distribution de l'eau s'appelle la régie, une invention française copiée un peu partout dans le monde, une idée de génie... d'il y a plus d'un siècle.

L'excuse du « service public » pour justifier le maintien à tout prix (littéralement) d'entreprises publiques mal gérées et aux performances abyssales est très courante mais ne tient pas la route.

[Reply]**Répondre**

5.

*Pagifer***21 septembre 2011 - 8 h 57 min**

Parler de « service public » postal dans les pays développés n'a plus de sens. En France, la plupart du courrier et des colis distribués par La Poste proviennent des entreprises et pas des particuliers.

Presque toute la population française dispose d'un téléphone et la majorité a accès à internet. Donc le courrier postal n'a plus l'importance d'autrefois.

Entretenir un service postal déficitaire revient à subventionner les entreprises avec l'argent du contribuable au nom d'un « service public » qui n'existe presque plus, ce qui est une imposture fabriquée pour conserver des privilèges divers aux frais du contribuable.

[Reply]**Répondre**

6.

*bubulle***21 septembre 2011 - 9 h 39 min**

Les services publics sont systématiquement mal gérés et les subventions sont justement à l'origine de leur mauvaise gestion. Quand votre revenu ne dépend pas de votre travail mais de la richesse spoliée préalablement produite par d'autres, vous n'avez aucune raison d'être productif. Le phénomène est aggravé par l'absence de concurrence qui empêche l'apparition des prix, vaguement remplacés par des tarifs arbitraires. Les services publics subventionnés, les « secteurs communistes » dans l'économie, ça ne peut jamais fonctionner.

[[Reply](#)]

Répondre



7.

ginette

21 septembre 2011 - 18 h 36 min

@pagifer »la plupart du courrier et des colis distribués par La Poste proviennent des entreprises et pas des particuliers. »non je ne crois pas .c'est oublier l'explosion des sites style le bon coin,amazon ebay ou une majorité de particuliers opèrent
@bubulle:il y a tres peu de services publics bien gérés qu'ils soient publics ou privés.c'est un problème de manque de concurrence.public ou privé n'est pas le probleme.les compagnies »privées » de distribution d'eau en sont un triste exemple.france telecom(privée) est une catastrophe .edf(privée) est une catastrophe,un gouffre d'endettement.la privatisation d'edf a-telle généré un progrès?le service est moins bon et les tarifs augmentent..et je précise que je suis commerçant donc pas spécialement défenseur du service public

[[Reply](#)]



bubulle Reply:

septembre 21st, 2011 at 19 h 11 min

Vous ne pouvez pas ignorer que ces « privatisations », comme le semblant de « concurrence » sur les prix, sont de vastes plaisanteries sorties des cerveaux fertiles de nos énarques pour que rien ne change vraiment : l'Etat est toujours au coeur de ces marchés, les tarifs comme les autorisations d'exercice sont fixés par les fonctionnaires, dans des conditions telles que la concurrence ne peut pas jouer. Quand il y a un frémissement de concurrence, on a droit à un oligopole organisé par l'Etat (licences télécom par exemple). FT et EDF traînent également les cohortes de fonctionnaires dont elles ne peuvent se débarrasser.

Non, soyons sérieux ! Tous les secteurs 'communistes » que vous citez devront être privatisés, mais pour de vrai.

[[Reply](#)]



Theo31 Reply:

septembre 21st, 2011 at 20 h 28 min

+1

EDF est TOUJOURS une entreprise publique et un monopole malgré son changement de régime juridique. Et le client paie toujours son obole à la pègre cégétiste. Sans oublier ce racket inacceptable qu'est la CSP.

[[Reply](#)]



Pagifer Reply:

septembre 21st, 2011 at 22 h 15 min

A ginette

Bubulle et Theo31 ont déjà répondu en partie à votre commentaire. J'ajoute que :

Si, la plupart du courrier distribué par La Poste provient des entreprises (environ 80%). N'oubliez pas que même sur les sites comme Amazon, PriceMinister, etc., il y a aussi beaucoup d'entreprises qui vendent leurs produits. De toute façon, je ne crois pas que ce soit aux contribuables de payer le déficit du service public postal pour que je puisse vendre ma vieille imprimante ou mes vieux livres sue Ebay ou sur Amazon...

Je comprends votre souci en ce qui concerne la vente par correspondance, moi-même ayant déjà été confronté à ce problème dans une entreprise que j'ai créée il y a quelques années. C'est sûr que le prix demandé par un transporteur privé pour livrer un colis à Paris ou Marseille n'est pas le même que pour un village perdu dans les montagnes corses. Mais je ne crois pas non plus que ce soit aux contribuables de financer cette livraison plus chère.

[[Reply](#)]



miniTAX Reply:

septembre 21st, 2011 at 23 h 21 min

« la plupart du courrier distribué par La Poste provient des entreprises (environ 80%) »

Oui mais la plupart du courrier distribué par la Poste ARRIVE aux mains des particuliers, lol.

[[Reply](#)]



Pagifer Reply:

septembre 22nd, 2011 at 8 h 34 min

A miniTAX

« Oui mais la plupart du courrier distribué par la Poste ARRIVE aux mains des particuliers »

Et alors ? la question est de savoir si les contribuables doivent ou pas financer la distribution de courrier et je suis contre ce financement public d'une activité déficitaire. Il n'a aujourd'hui aucune raison objective pour défendre que ce service soit considéré comme un service public forcément déficitaire. Il y a des raisons idéologiques, mais pas pragmatiques.

[[Reply](#)]

[**Répondre**](#)

Articles similaires

- ø [Réformes limitées à Cuba](#)
- ø [Éliminer le monopole de Postes Canada](#)
- ø [Quelles conséquences si la zone euro tombe ?](#)
- ø [La poste américaine asphyxiée](#)

Sponsor

Facebook



Contrepoints on Facebook

Like

1,841 people like **Contrepoints**.



Kuing



Ecologie



Gimsp



Jalil



Marc



David



Mahmoud

L'auteur



A propos de Contrepoints :

Contrepoints est le site de référence pour une information différente et de qualité. Le site est développé et administré par liberaux.org, association loi 1901 créée en 2002.

[Site de l'auteur \(http://www.contrepoints.org/a-propos\)](http://www.contrepoints.org/a-propos)

Autres articles du même auteur:

[Google lancera l'Internet par télévision](#)

[Google lancera cet automne aux États-Unis et dans le monde entier en 2011 son service de navigation sur internet par l'intermédiaire d'un écran de télévision, a déclaré mardi le directeur général Eric Schmidt. \(Reuters\) C dernier a précisé que ce service serait gratuit. « Nous travaillerons avec des fournisseurs de contenus mais il est très peu \[...\]](#)

Publié le 08/09/2010

[La démocratie est-elle incompatible avec la croissance ?](#)

[La redistribution décourage la croissance. Mais trois pays montrent qu'un autre monde est possible](#)

Publié le 19/05/2011

[L'économie chinoise touchée par le séisme au Japon](#)

[Le séisme et le tsunami qui ont touché le Japon ont également envoyé une onde de choc sur l'économie chinoise](#)

Publié le 17/03/2011

[Répression post-Nobel en Chine](#)

Des proches du prix Nobel de la paix Liu Xiaobo, ont affirmé lundi subir une vague de répression

Publié le 18/10/2010

Les bienfaits du CO2

Un livre révolutionnaire qui chronique les nombreux avantages de la concentration de CO2 dans l'atmosphère

Publié le 11/02/2011

Ivresse du pouvoir

Les princes et les majorités démocratiques sont ivres de pouvoir

Publié le 26/12/2010